



Tous entrepreneurs dans le monde de la start-up nation ?

Être fonctionnaire, et surtout à la DGFIP, paraît désormais dépassé. **Car aujourd'hui, il faut être entrepreneur.** Être entrepreneur nous dit-on, c'est affirmer la modernité et la capacité d'innovation de la France.

Bien ! Modernisons donc : le plan social qui laissera 20 000 emplois sur le tapis impactera l'avenir professionnel de certains d'entre nous mais également le service public rendu aux citoyens. Dans le discours gouvernemental et dans les récents rapports « d'experts » (cour des comptes et CAP2022), **la régression sociale apparaît comme une innovation.** C'est une marche forcée vers une économie « libérée »... libérée de ses mécanismes de partage, une offensive contre le service public et les acquis sociaux.

M. Darmanin, dans son discours du 11 juillet dernier devant les pontes de Bercy, a bien martelé que le gain d'efficacité entraînait tout naturellement une baisse des effectifs. Une évolution naturelle de la « nation entreprise » digne d'un Darwin de bas étage. **Il s'agit plus certainement d'un nouveau désengagement de l'état.** On se gargarise encore de « lutte contre la fraude fiscale » dans des discours pompeux mais qui peut encore croire à un gain d'efficacité lorsque cette fraude est estimée à plus de 80 milliards par an et que la réduction des effectifs de la DGFIP touche même les services du contrôle fiscal ?

C'est tout de même curieux, ce virage qui fait passer notre administration de la promotion de ses missions à la promotion du déagisme. **Donc, moderniser, dans la novlangue de Bercy, c'est abandonner des missions, même régaliennes. Incontournable, nous explique-t-on, puisque nous ne serons plus assez nombreux pour les accomplir correctement.** Tant pis pour les citoyens les plus fragiles qui en pâtiront.

Le transfert de certaines missions au secteur privé est hélas déjà en cours à la DGFIP. La sous-traitance de la gestion du cadastre à une société privée (dirigée par d'anciens directeurs de chez nous !) et la collecte de l'impôt sur le revenu par le biais des entreprises (réforme du PAS) n'est apparemment que le début de cette grande braderie. Il est maintenant question de sous-traiter progressivement la gestion du numéraire par un tiers. Pour la réforme du PAS, la cour des comptes met en garde contre le danger d'une baisse du recouvrement de cet impôt qui pourrait coûter jusqu'à deux milliards par an !

Il s'agit là d'une énième réforme structurelle du service public souhaitée par les dominants afin d'accroître leurs profits. Comme pour la réforme de la sécurité sociale et celle des retraites, les principes d'Égalité, de Fraternité et de Solidarité en seront oubliés.

Alors, faut-il accepter sans rien dire la destruction de nos missions, de nos réseaux, de notre statut, de nos règles de gestion et de nos rémunérations ?